

N° 86
Juin 2017

Prix : 1 €

FSU 52

Dispensé de timbrage

CHAUMONT CTC

P

P R E S S E

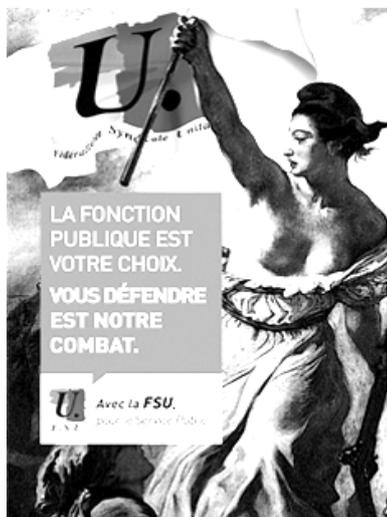
DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

déposé le 26/06/2017

Fédération Syndicale Unitaire de la Haute-Marne

Le service public, on l'aime, on le fait avancer !



Trimestriel, N°CPPAP 0121S07692 ISSN 1271-3570
Dépôt légal n° 278 - Année 1996 - Imprimé par nos soins
Directeur de la publication: Michèle Koos
FSU 52, 46 rue Victoire de la Marne 52000 Chaumont
Tél : 07 81 21 94 68 Mel : fsu52@fsu.fr Site : http://sd52.fsu.fr

SOMMAIRE

Page 1 : Edito
Page 2 : extrait du premier
bulletin FSU Grand Est

Si les cartes politiques ont été rebattues, il n'en reste pas moins que les attaques contre les salarié.e.s mais aussi la Fonction Publique ne vont que redoubler.

Notre nouveau président, dont beaucoup mettent en avant la jeunesse d'un homme providentiel qui rassemblerait et moderniserait la vie politique n'en est pas moins un énarque et haut-fonctionnaire, et justement un professionnel de la politique et de l'économie version libérale, soutenu par les plus riches hommes d'affaires.

Des attaques sans précédent sont annoncées par le nouveau gouvernement : nouvelle réforme du code du travail, de l'assurance chômage, retraites, santé...

Toutes les annonces vont dans le même sens : plus de précarité et de flexibilité pour les salarié.e.s, plus de «souplesse» et de facilité à licencier pour les entreprises.

Ces projets ouvrent aussi la voie à une attaque des statuts des salarié.e.s de la fonction publique et des services publics avec notamment la suppression prévue de 120 000 fonctionnaires.

Quant à la méthode, elle ne laisse aucune place à de véritables négociations : le gouvernement veut aller vite et frapper fort pour briser les derniers acquis sociaux au service des plus riches.

Aussi, la FSU52 vous appelle d'ores et déjà à participer aux rendez-vous de mobilisations unitaires et interprofessionnelles qui seront organisés dès la rentrée de septembre

Enfin, et sans triangulaires, le Front National progresse en nombre d'élu-e-s et s'implante territorialement. Si nous avons échappé au pire, il nous faudra pourtant rester vigilants.

Bonnes vacances

Cathy Jacques

FSU GRAND EST



La Fédération Syndicale Unitaire compte aujourd'hui plus de 130000 adhérents et regroupe 23 syndicats nationaux. La FSU rassemble des personnels de ministères et services publics relevant de l'État, des collectivités territoriales ou des hôpitaux.

Certains de ses syndicats ne sont pas représentés en Haute-Marne mais existent bel et bien au niveau régional.

Le premier bulletin FSU Grand Est est paru en mai. Ce bulletin FSU52 reprend quelques articles que vous pourrez retrouver avec l'intégralité du bulletin Grand Est sur notre site fsu52.fsu.fr.

Au sommaire :

- Service public jeunesse et sport, à la DREAL Grand Est, à la DIRRECTE, au conseil régional : nos syndicats se mobilisent contre la dégradation des conditions de travail et des missions

- Bilan du CESER et politique régionale en matière de formation

- L'expérimentation du manuel numérique dans 50 lycées



Réforme territoriale Grand Est : Imposer un bilan

Ce premier bulletin FSU signe l'évolution de notre fédération dans un cadre Grand Est, résultat de la fusion imposée depuis 2 ans et combattue des anciennes régions d'Alsace, de Champagne Ardenne et de Lorraine. Depuis la mise en place des régions fusionnées, les préfets travaillent à la réorganisation de l'Etat sur ce nouveau périmètre. Cette nouvelle situation territoriale démesurée nous conduit à dresser un premier bilan globalement négatif.

Concernant la territoriale, cela a conduit l'ensemble des organisations syndicales, dans l'unité, à appeler à la mobilisation dans le cadre d'une journée de grève massivement suivie par les personnels le 24 mars et à investir le même jour le conseil régional réuni en plénière dont les travaux ont été suspendus ! Le Président Richert a dû revoir sa copie très régressive en direction des salariés. C'est une première étape, il faut poursuivre pour obtenir de nouvelles avancées.

Pour les personnels de la fonction publique d'Etat, la FSU et les autres organisations syndicales ont accepté de participer à l'Instance informelle de Concertation avec les Organisations Syndicales (ICOS) du mois de décembre 2016 afin de pouvoir mesurer avec les représentants de l'Etat les impacts de la réforme territoriale.

Elles ont constaté unanimement des écarts incompréhensibles entre les chiffres présentés par la préfecture et ceux connus et présentés lors des CT des ministères concernés. Un groupe de travail a été décidé afin d'harmoniser ces chiffres ainsi que les indicateurs retenus. Lors de la première réunion de ce groupe de travail le 17 mars 2017, la FSU a transmis une liste d'indicateurs et demandé des réponses chiffrées. Nous sommes déjà destinataires des rapports d'expertises des CHSCT (DREAL) et des Baromètres sociaux (DRDJSCS). Ils mettent en évidence les traumatismes subis et une dégradation insupportable des conditions de travail. Il faut faire cesser ces maltraitements !

Nous sommes porteurs d'une autre organisation du service public respectueuse des agents, des missions et des usagers.

C'est pourquoi la FSU propose à ses partenaires de l'intersyndicale de l'interministériel, la mise en place d'un observatoire destiné à recenser toutes les situations dégradées constatées ministère par ministère afin d'étoffer notre appréciation commune et porter ainsi ensemble nos exigences.

Sur le troisième versant, celui du service public et de ses personnels de l'Education Nationale, le signal d'alarme est donné. Les prérogatives de l'Etat sont menacées par une gouvernance régionale voulant imposer sa vision sans concertation. La gestion déconcentrée aura à terme aussi des conséquences pour les personnels : dans le premier degré (recrutement) et dans le second degré (affectations et carrières). De plus, les administrations rectorales sont déjà exsangues. La fusion des services rectoraux risque d'être l'occasion de nouvelles suppressions de postes administratifs mais aussi d'une gestion chaotique des services afférant aux droits des personnels. La FSU après avoir rencontré récemment le Président du Conseil Régional, poursuivra ses échanges d'abord prochainement le 16 mai avec le Préfet de Région à Strasbourg, puis avec Madame le Recteur de Région afin de leur faire part de nos analyses sur la situation et de nos propositions.

Pour la défense des services publics et de ses personnels, ne laissons pas faire, mobilisons-nous !

Philippe NOLLER

Secrétaire régional FSU Grand Est

Les instances régionales où la FSU est représentée

Le **CESER** (Conseil Economique Social Environnemental Régional) avec jusqu'au 1^{er} janvier 2018 trois représentants, seconde assemblée régionale représentant les socioprofessionnels et qui doit émettre des avis sur les grandes politiques régionales (développement économique, formation, transport, M)

Le **CREFOP** (Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles), qui est composé des représentants de l'Etat (Préfet, Directeur, Education Nationale), du Conseil Régional et des représentants des organisations professionnelles patronales et de salariés) doit obligatoirement être saisi pour l'ensemble des questions d'emploi, de formation et d'orientation professionnelles. La FSU y est réintégrée depuis le début de l'année 2017.

La **SRIAS** (Section Régionale Interministérielle de l'Action Sociale).

SRIAS Grand Est : Déclaration FSU

La réforme territoriale a entraîné de multiples désagréments en termes de réorganisations en tout genre. Les agents de la fonction publique n'ont pas à subir ces choix et la FSU refuse toute dégradation des conditions de travail des personnels liée à cette réorganisation. L'action sociale dédiée aux personnels, si minime soit-elle, doit perdurer et même être amplifiée en ces périodes où la précarité s'installe à grand pas chez les fonctionnaires.

Le budget 2017 de 343 774 euros pour notre SRIAS ramené au nombre d'agents reste famélique. La réorganisation imposée aux ex régions en leur demandant de mutualiser leurs actions doit rappeler s'il est nécessaires, les besoins en logement, restauration, petite enfance ou les possibilités de places en crèches restent minimes.

Des zones tendues existent dans nos régions, il ne faut pas le négliger. Les différentes actions doivent permettre une consommation optimale des crédits. Les disparités existent en termes de fonctionnement entre nos trois ex régions et nous agissons pour que ces différences ne soient pas un handicap mais une extension des possibilités d'action. La FSU insiste sur le rôle de la SRIAS Grand Est qui ne doit pas être une instance de soutien aux actions menées au niveau préfectoral mais doit pouvoir élaborer des actions à part entière.

Les moyens humains doivent être intégrés à la nouvelle réforme ; pour cela, nous demandons à ce que soit acté le poste de correspondante administrative. Enfin, la FSU demande à l'administration de permettre pleinement aux trois coprésidents d'exercer leur mission en leur accordant toute l'attention et les moyens nécessaires.